



Mathias Reynard  
Conseiller national



## **Discours devant l'Assemblée parlementaire de la Francophonie**

*Luxembourg – 11 juillet 2017*

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,  
Chères et chers collègues,

Le thème choisi cette année pour ce débat général de l'APF « Diversité linguistique, diversité culturelle, identité(s) » est une thématique chère à la Suisse. La Suisse est certes un petit pays de 8 millions d'habitants mais dans lequel cohabitent depuis des siècles quatre langues nationales (trois langues officielles : l'allemand, le français et l'italien, auxquelles vient s'ajouter le romanche pour les rapports que la Confédération entretient avec les personnes de langue romanche). Quatre langues nationales donc, et au moins autant de cultures.

Le plurilinguisme à la Suisse – une expérience que nous partageons avec le Luxembourg – permet à quatre langues de vivre et de se rencontrer. Ces quatre langues sont autant d'espaces culturels, au même titre que les langues de la migration que nous côtoyons en nombre important – notamment l'espagnol, le portugais, l'anglais, l'albanais ou encore le serbo-croate. Dans ce contexte, plus de 6 Suisses sur 10 utilisent régulièrement plus d'une langue.

C'est une richesse énorme, qui est un des éléments fondateurs de notre identité.

Au-delà de ces aspects de contexte, je tenais à aborder brièvement, au nom de la section suisse, quelques défis qui se posent actuellement autour de cette thématique, dans notre pays, mais qui rejoignent sans doute des expériences vécues dans d'autres Etats membres de l'APF. En effet, le plurilinguisme est toujours un acte volontaire, à entretenir, jamais définitivement acquis, en constante remise en question et évolution.

Si la Constitution et la législation suisses assurent le respect des langues minoritaires et garantissent la liberté de la langue, nous devons régulièrement nous battre, comme francophones, pour obtenir une égalité de traitement et une réciprocité.

Cela apparaît notamment dans les domaines suivants :

- Pour l'obtention systématique et rapide de l'intégralité des textes officiels dans les langues nationales. Cela représente un investissement important pour l'Etat, par exemple dans le fonctionnement du Parlement fédéral.
- Pour une représentation équilibrée des régions linguistiques dans l'administration (et particulièrement pour les postes les plus élevés hiérarchiquement), dans les entreprises proches de la Confédération, dans le monde politique,...



De nouveaux débats apparaissent également ces dernières années autour du monde de la recherche et de l'éducation :

- Un des sujets les plus chauds actuellement n'est autre que celui de l'enseignement des langues. En effet, les enfants en Suisse apprennent tous, dès l'école primaire, deux langues étrangères : l'anglais et une deuxième langue nationale (généralement le français en Suisse germanophone et l'allemand en Suisse francophone). Cet enseignement précoce du français est actuellement remis en question dans plusieurs cantons germanophones, ce qui engendre un débat houleux et, comme de coutume en Suisse, des votations populaires. Dans un Etat plurilingue, l'apprentissage des langues nationales ne se limite pas à l'apprentissage d'un vocabulaire. Je peux en témoigner comme enseignant, à côté de mon mandat parlementaire. C'est la découverte d'une autre culture, d'une autre façon de voir le monde (le potentiel en termes d'échanges linguistiques scolaires devrait d'ailleurs être mieux utilisé). Il s'agit d'une question de cohésion nationale, de vivre-ensemble et de respect mutuel. La Suisse est justement bâtie sur un équilibre subtil, dans lequel le respect des minorités linguistiques est essentiel.
- L'hégémonie de l'anglais qui touche les institutions internationales – et l'on s'interrogera à ce titre sur le fait que le Président de la République française se soit exprimé en partie en anglais ce matin à Lausanne devant le CIO – concerne également le domaine de la recherche, où la tendance est à l'obligation de l'anglais comme langue scientifique. Si l'anglais s'est déjà imposé chez nous pour la recherche en mathématiques et en sciences médicales, le débat s'ouvre actuellement sur la recherche en sciences humaines et sociales. Cette tendance a pour conséquence d'uniformiser la pensée, d'appauvrir les concepts scientifiques et de porter atteinte à la diversité linguistique. La langue est un vecteur extraordinaire de notre pensée. Dans des disciplines comme l'histoire, la sociologie ou encore les sciences politiques, les traditions d'analyse sont très différentes d'une langue à l'autre. Comme parlementaires de la Francophonie, il nous revient de défendre et de mobiliser la communauté scientifique francophone.

Voilà en quelques mots le contexte particulier de la Suisse, petit Etat plurilingue, et les défis que nous rencontrons actuellement.

Pour terminer, on peut dire que le soutien au plurilinguisme est une priorité pour la Suisse, avec pour objectif de renforcer les échanges linguistiques et culturels entre régions. Chaque langue est porteuse de valeurs, d'identité, de tradition, de l'environnement social et culturel de ses locuteurs et c'est la somme de nos langues qui fait l'identité de notre pays.